N° 254 du 28 oct. 2013 - Siège: 106 bis, Rue Ewo Ouenzé-Site:www.lepatriote-congobrazza.com:Tel. 06.664.18.19 / 05.578.72.05

LE PATRIOTE

200 frs

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

Méfiez-vous de l'homme nu qui vous propose sa chemise.

Vie des partis

L'INÉVITABLE IMPLOSION DE L'UDR MWINDA

Depuis le décès en 2007, d'André Ntsatouabantou Milongo, père fondateur de l'Union pour la Démocratie et la République, UDR-Mwinda en sigle, ce parti est entré dans un cycle de turbulences tributaires des soubresauts qui, ces dernières années, ne cessent de mettre à mal son unité et sa cohésion. Actuellement, cette formation politique est confrontée à une sérieuse contradiction interne, consécutive à la radiation de la deuxième personnalité de sa direction politique, le premier vice-président Dominique Basseyla. Une crise potentiellement lourde de conséquences pour l'avenir de ce parti.

I 3

Incursion angolaise à Kimongo

L'opposition radicale et le Cnr brisent le silence

I 4

Santé

500 ÉLÈVES-MÉDECINS DÉJÀ À CUBA

Dans le cadre de l'exécution de l'accord signé entre les gouvernements cubain et congolais, par l'entremise de leurs ministères respectifs en charge de la santé, 500 élèves-médecins étaient attendus à Cuba, au titre de l'année académique 2013-2014. Ces derniers ont quitté Brazzaville le 25 octobre 2013 par deux vols spéciaux. Le ministre de la santé et de la population, François Ibovi les a accompagnés dans le pays d'accueil.

I 4

LES CONGOLAIS TENUS D'EMPRUNTER LA VOIE DE LA SAGESSE

I 2

ZHANG LEI, UN HOMME D'AFFAIRES CHINOIS FASCINÉ PAR LE CONGO I 5

COMPTE RENDU DES REUNIONS DU COMITE DE GESTION DES RESSOURCES PPTE I 6-7

Electrification du Congo

PLAIDOYER POUR LE BARRAGE DE SOUNDA I 8

IL Y A 24 ANS S'ÉTEIGNAIT FRANCO I 10

Cancer du col de l'uterus

DÉPISTAGE ET VACCINATION GRATUITS A BRAZZAVILLE ET OYO I 12

Nominations à la Présidence de la République

- Secrétaire général adjoint du Conseil national de sécurité : **Colonel Bonaventure Engobo**
- Conseiller spécial, Directeur général de la sécurité présidentielle : **Colonel Serge Oboa**
- Ambassadeur, Directeur national du protocole : **Colonel Landry Simplice Olita.–**

LES CONGOLAIS TENUS D'EMPRUNTER LA VOIE DE LA SAGESSE

Imaginons que la société congolaise dans toutes ses composantes (gouvernants, opposition, société civile et population) joue, dans une harmonie toute républicaine, le rôle valorisant que la nation attend d'elle dans un contexte de réconciliation nationale et dans une perspective axée vers le développement et l'émergence. Le résultat, on s'en doute, n'en serait que plus saisissant.

Supposons, que le gouvernement, mû par l'extraordinaire vision sur laquelle se fonde le Chemin d'Avenir, sorte définitivement de ces ilots de torpeur que d'aucuns décèlent dans son action quotidienne et qui ont pour effet d'alimenter avec insistance la rumeur d'un prochain remaniement quelques mois à peine après la publication d'une équipe gouvernementale.

Le Chemin d'Avenir est une bible politique et sociale, un ouvrage de référence dont une exégèse minutieuse devrait être faite afin que chaque ministre et chaque responsable administratif y puise le ressort indispensable à la lucidité de l'action et la mobilisation face aux différents enjeux politiques, économiques et sociaux. Ainsi le gouvernement s'emploierait avec plus d'efficacité à agir dans les domaines ayant fait l'objet de mouvements sociaux et à désamorcer les bombes potentielles. Nous aurions par exemple un Etat non pas affaibli ou rétréci, mais réformé de fond en comble et rendu plus dynamique par la chasse aux gaspillages, la simplification administrative et l'élimination de tous les goulots d'étranglement qui ne cessent de s'empiler. Ainsi aurions-nous, grâce à une réforme énergique, un système éducatif plus performant, avec des établissements responsabilisés, des professeurs bien formés et dotés d'une indéniable conscience professionnelle, motivés par le travail d'équipe sous l'autorité du chef d'établissement, des rythmes scolaires organisés et respectés dans l'intérêt des élèves.

Dans le même sens nous aurions un système sanitaire animé par un personnel soignant plus respectueux du serment d'Hypocrate-et non d'hypocrite- et évoluant dans un cadre techniquement au point et plus humanisé, une justice s'exerçant aux antipodes des anti-valeurs comme la corruption et la concussion sous la conduite de magistrats ne devant dire que le droit, rien que le droit.

Ainsi également la reforme chargée de rendre automatique la retraite des fonctionnaires s'appliquerait-elle avec audace, grâce à l'instauration d'un mécanisme plus facile à mettre en œuvre et qui ouvrirait la voie à un contexte où les retraités ne se considéreront plus comme des « maltraités ».

Si l'opposition pouvait devenir constructive…

Imaginons que l'opposition tant dans son aile dure (radicale) que molle (modérée), au lieu de rechercher l'échec du gouvernement, par tous les moyens en sa possession, opte pour une approche plus constructive, en se disant qu'après tout l'insuccès du gouvernement rejaillit forcément sur l'état de la nation et que c'est le peuple, au nom duquel il joue le précieux rôle de contre-pouvoir, qui en pâtira.

La République est par essence démocratique. Elle est à ce titre gouvernement du peuple par le peuple. Cela implique l'exercice de la souveraineté par les citoyens, soit par eux-mêmes, soit par ceux qu'ils désignent à cette fin par le biais du suffrage universel. La bipolarisation de la vie politique tient à deux raisons essentielles. La première c'est l'élection présidentielle et son second tour où deux candidats seulement sont présents. Toute force politique qui veut participer au succès de l'un ou de l'autre candidat en présence, et ultérieurement à la majorité parlementaire qui le soutiendra, doit nécessairement s'engager lors de l'élection présidentielle.

La seconde cause de la bipolarisation est le mode de scrutin majoritaire à deux tours, habituel pour l'élection législative. Le clivage apparu lors de l'élection présidentielle se retrouve, par cohérence naturelle, à l'occasion de cette seconde consultation électorale. Celui qui approuve l'action du président souhaite lui accorder l'indispensable appui parlementaire. Si à l'inverse, il la condamne, il désire alors renforcer son opposition à l'Assemblée. Enfin le scrutin majoritaire à deux tours contraint aux alliances. Au second tour, une tendance majoritaire mais divisée perd l'élection face à une tendance minoritaire unie. Il est donc indispensable qu'au sein de chaque tendance politique, au-delà des divergences, l'accord électoral soit conclu sauf à courir à l'échec.

Cette concentration des forces politiques en deux tendances n'exclut pas cependant un éventuel consensus sur les grandes questions nationales une fois le processus électoral achevé. Et le gouvernement en vigueur étant l'émanation du peuple, rien n'empêche à un opposant d'apporter sa contribution au processus de développement du pays. Donc, au lieu de faire polémique de la moindre chose, l'opposition devrait se préoccuper surtout de proposer des projets alternatifs et de passer au crible ceux annoncés par le gouvernement pour l'obliger à plus de rigueur et plus d'innovation.

De même que le gouvernement devrait lutter farouchement contre la corruption et le népotisme, tout en évitant de grandes envolés lyriques, des discours virils et revanchards, des règlements de compte hauts en couleur, l'opposition devrait éviter une entrée mal assurée dans la politique politicienne. Elle doit éviter de se livrer à une opposition systématique, à une obstruction paralysante. Quand on s'engage dans la politique, on doit savoir que les ennemis d'hier peuvent devenir les alliés de demain.

Si la trêve sociale cessait d'être une denrée rare…

Imaginons que les syndicats se détachent un peu de la défense d'intérêts professionnels pour placer le développement du Congo en tête de leurs priorités. Imaginons que les différents partenaires sociaux reconnaissent que le gouvernement entreprend des réformes utiles et retrouvent la vraie vocation des travailleurs qui est celle de développer une atmosphère propre à une meilleure production, plutôt que de pleurnicher sur les avantages écrasés et de crier son éternelle insatisfaction, avec à la clé les terribles mouvements sociaux menaçant d'embraser la République. Imaginons que le patronat de son côté organise une croisade pour expliquer à ses membres que la compression infinie du pouvoir d'achat est l'une des sources structurelles de la stagnation de l'activité et qu'ils consentent à un meilleur partage de la valeur ajoutée. Ainsi nous verrions, progressivement, l'investisse-ment se renforcer, l'innovation se réveiller, l'embauche décoller.

Et enfin si la sagesse était au Congo la chose la mieux partagée

Qu'elle soit définie comme « la connaissance juste des choses » (Le Robert) ou la « parfaite connaissance de toutes les choses que l'homme peut savoir » selon Descartes, la sagesse est une vertu juste, raisonnable qui conduit à la modération, au calme supérieur, à la circonspection, au discernement et à l'indispensable philosophie dans toutes les circonstances de la vie. Boileau écrivait si justement que la sagesse est « une égalité d'âme que rien ne peut troubler, qu'aucun désir n'enflamme ». C'est justement cette absence de discernement et de modération, cette irruption brutale de la déraison dans nos attitudes politiques qui nous ont conduits, dans ce qu'on a appelé la « bêtise humaine », à l'enjambement des cadavres.

Si nous pouvions enfin tirer les leçons de ces inconséquences de notre comportement récent, nous pourrions mieux nous tolérer, le gouvernement ne serait plus, pour l'opposant, cet ennemi à abattre mais un capitaine sur lequel on doit veiller constamment pour qu'il ne perde pas le cap. Le paysage politique cessera d'être le champ clos de rivalités indélébiles et de luttes fratricides pour faire la place à la tempérance et à l'amour du prochain. Une telle résipiscence serait nécessaire au règlement pacifique de nos différends, à l'image du fameux « mbongui » sous lequel nos ancêtres réglaient leurs problèmes.

Ainsi nous verrions l'avenir s'éclairer, le Congo retrouver son unité, les hommes politiques retrouver leur lustre d'antan, les partis populistes perdre peu à peu leurs arguments et notre peuple recouvrer réellement des raisons d'espérer.

Aimé Raymond Nzango

Vie des partis

L'INÉVITABLE IMPLOSION DE L'UDR MWINDA

Depuis le décès en 2007, d'André Ntsatouabantou Milongo, père fondateur de l'Union pour la Démocratie et la République, UDR-Mwinda en sigle, ce parti est entré dans un cycle de turbulences tributaires des soubresauts qui, ces dernières années, ne cessent de mettre à mal son unité et sa cohésion. Actuellement, cette formation politique est confrontée à une sérieuse contradiction interne, consécutive à la radiation de la deuxième personnalité de sa direction politique, le premier vice-président Dominique Basseyla. Une crise potentiellement lourde de conséquences pour l'avenir de ce parti.

La pomme de discorde au sein du parti dit de « ya Milos » demeure la participation de son premier vice-président à la concertation politique tenue du 22 au 26 mai 2013 à Dolisie, dans le département du Niari. Selon une source digne de foi, Dominique Basseyla et le président de l'UDR Mwinda, Guy Romain Kimfoussia s'étaient au départ accordés pour cette participation, comme c'était le cas pour la concertation d'Ewo. Chemin faisant, leurs voies se sont séparées. Le président est allé du côté des partisans de la politique de la chaise vide, sous l'instigation, affirme une certaine opinion, des autres présidents des partis de l'opposition radicale rassemblés au sein d'un groupement de partis de l'opposition dénommé Alliance pour la Démocratie et la République (ARD). De retour de Dolisie, le vent de la contestation a commencé à souffler au sein de cette formation politique, surtout avec la nomination de Dominique Basseyla au poste de 4e vice président de la coordination nationale du recensement administratif spécial, conformément aux recommandations de la concertation de Dolisie. Cette distinction n'a pas été du goût de tout le monde dans sa famille politique.

Considéré comme indiscipliné, ce dernier a écopé d'une radiation des rangs du parti, par son président, en raison de ce qu'il aurait refusé d'obtempérer à l'ordre de démissionner de ce poste. Cette sanction ne fait pas l'unanimité des membres du Conseil national, du bureau politique et de la commission nationale de contrôle et de vérification. La dernière structure citée, dont la présidence est assurée par Herbert Kakoula Kady, a par exemple proposé comme sanction six mois de suspension, en lieu et place de la radiation. Mais Guy Romain Kimfoussia ne veut pas l'entendre de cette oreille. Du fait de cette situation, quelques membres de la direction politique ont mené une réflexion, en vue de l'organisation d'une session extraordinaire, dans le but de ramener la sérénité au sein du parti.

Malgré les nombreuses signatures recueillis auprès des membres du conseil national, par les initiateurs de ce document, le président du parti est resté de marbre, traitant au contraire ceux qui ont adhéré à cette démarche d'« enfants de la rue ».

Guy Romain Kimfoussia (à droite) et Dominique Basseyla (à gauche au temps de l'union sacrée à Ewo en 2011

Deux camps se sont ainsi donc formés au sein de l'UDR Mwinda : les partisans de Kinfoussia d'un côté et ceux de Basseyla de l'autre. Ces derniers font grief de plusieurs faits au président dudit parti. On l'accuse d'être plus actif à l'ARD de Mathias Dzon qu'au sein de son propre parti, où il aurait mis à mal le principe d'organisation. On l'accuse aussi d'entraver la liberté d'expression et l'exercice réel de la démocratie. Les sympathisants du premier vice-président considèrent que le président de l'UDR Mwinda a volontairement placé ce parti dans la précarité, avec comme conséquence l'abandon du siège du parti et l'arrêt des activités à tous les niveaux. Ils font aussi état de l'immixtion de certains alliés à la bonne marche de leur instrument de combat politique.

Les militants favorables à Dominique Basseyla déplorent aussi le fait de ne plus se reconnaître dans l'idéal prôné par leur leader, André Nsatouabantou Milongo. qu'ils présentent comme un homme qui plaçait le dialogue et la concertation, au centre de son action politique. Le principe d'équilibre était son véritable leitmotiv. Guy Romain Kimfoussia se serait démarqué de cette ligne, pour se placer dans le radicalisme, alors que l'UDR Mwinda est un parti centriste.

Selon ces mêmes militants, accepter aujourd'hui la radiation de Dominique Basseyla c'est vouloir en même temps d'une chose et de son contraire, dans la mesure où le congrès et les universités du parti, respectivement organisés en 2008 et 2011, se sont tenus sous le signe de l'ouverture. L'UDR Mwinda qui a déjà enregistré le départ de plusieurs cadres, au nombre desquels le professeur Levy Makani, le docteur Jean Baptiste Mabiala, Mme Isabelle Fylla Lemina et bien d'autres encore, pour des raisons de retraite politique, intolérance et convenance personnelle, n'entend plus en perdre, pour des raisons subjectives.

Face à l'obstination du président du parti et la détermination d'un groupe de membres de l'instance dirigeante, la rupture est une évidence aujourd'hui.
Les dissidents entendent mener leur combat politique dans le cadre de l'opposition dite modérée. Leur premier test sera sans nul doute, la participation aux élections locales dans les prochains mois. Il sied de rappeler que l'UDR Mwinda a déjà connu une première crise dans la période post André Milongo, qui avait abouti à la création par le fils et l'épouse du président fondateur, d'une autre aile du même parti.

Dominique Maléla

La parabole de l'éléphant

LE MYTHE DE L'EAU CHEZ L'ÉLÉPHANT

Le village s'est réveillé sous une pluie diluvienne qui n'a laissé à personne le temps d'aller à ses tâches quotidiennes. J'ai surpris mon grand-père seul, dans sa pièce d'homme. Les éclairs déchiraient encore le ciel sur nos têtes. Les grondements de tonnerre de plus en plus assourdissants, rendaient la conversation difficile. A gorge déployée, je lui ai demandé de me parler de la pluie, sinon de la signification de l'eau dans la vie de l'éléphant. En effet, la pluie battante venait de rafraichir mes vieux souvenirs sur le comportement de cet animal face à la rivière ou à n'importe quelle étendue d'eau.

Le vieil homme a esquissé un large sourire avant de me répondre à voix basse comme s'il craignait d'attirer l'attention des gouttes de pluie qui tombaient sans discontinuer, traversant sa vieille toiture par endroits. Pour lui, l'eau figure dans la plupart des mythes de la création ; l'eau douce est à l'origine de toute chose. Citant les noms des personnages et lieux des époques passées, il a soutenu, citant les croyances de chez nous que les éléphants, tout comme les autres gros mammifères ne sont pas les fruits de l'évolution, mais ont été crées par un dieu qui les a façonnés dans un mélange de terre et d'eau.
Comme en témoignent les légendes très anciennes relatives aux fontaines de jouvence, le vieux sage a estimé que l'eau douce symbolise la quête de l'éternelle bonne santé et de l'immortalité pour les éléphants. Ainsi, un pachyderme blessé ou malade court vers l'eau pour y trouver un remède. L'eau douce des étangs, des ruisseaux, des rivières et des fleuves revêt aussi une dimension de pureté. Au point où mon grand-père a indiqué que les éléphants ne se baignent pas naïvement comme le font d'autres animaux. Non, c'est en connaissance de cause qu'ils plongent dans les profondeurs des eaux, parfois se vautrent dans la boue et le sable. Très pieux, ils savent que ces lieux ont un caractère magique.

Pour étayer ses affirmations, le vieux est revenu sur une anecdote souvent racontée au sein de notre communauté, faisant état d'un chasseur d'éléphants qui avait surpris les pachydermes en train de parler comme des humains. Les pieds dans les eaux sacrées d'un étang réputé mythique, ces animaux parlaient de lui, notamment des nombreuses pertes qu'il a infligées à leur troupeau au cours de ses multiples parties de chasse. Un jour, dépistant un éléphant qu'il venait de blesser mortellement, ce chasseur a été surpris par l'un des animaux qui le réduit en menus morceaux.

Mais, mon grand-père a aussi évoqué l'aspect dévastateur de l'eau qui incarne l'extraordinaire colère d'une divinité désireuse de punir. Cette force destructrice s'exprime par des pluies torrentielles et les inondations, et trouve sa symbolique dans les mythes du déluge.

Jules Débel

Incursion angolaise à Kimongo

L'opposition radicale et le Cnr brisent le silence

Cinq villages assiégés sur une bande de 10 kilomètres, 46 Congolais pris en otage et amenés hors frontière par l'armée angolaise pendant une semaine. Le Conseil national des républicains (Cnr) du pasteur Ntoumi dénonce le comportement inacceptable de l'Angola et assimile le mutisme de la classe politique à une complicité tacite. L'opposition radicale qui s'inquiète du maintien des militaires angolais et de leur matériel de guerre dans les villages assiégés, condamne l'omerta sur cette situation et sur des rumeurs faisant état de la présence de la Séléka dans la Likouala.

Des leaders du collège des présidents

Le secrétaire général du Conseil national des républicains estime que l'incursion de l'armée angolaise à Kimongo porte atteinte au principe de souveraineté nationale dont la constitution consacre l'inviolabilité et à celui de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation. *« Il ne faut pas qu'il y ait l'amalgame. C'est un problème très grave sur lequel le gouvernement ne communique pas et laisse libre court aux spéculations ».* Chris Antoine Walembaud s'étonne du comportement inamical de l'Angola dont l'intervention aux côtés de l'actuel président du Congo a permis le retour de ce dernier aux affaires. Concernant les raisons de cette incursion à Kimongo où le Cnr est bien implanté, il affirme que ses militants disent beaucoup de choses. *« Des jeunes de Kimongo font leur service mili-taire en Angola, en contrepartie de nombreux avantages comme des pièces d'identité, des appointements...C'est une jeunesse instrumentalisée. On pourra assister à une situation où ces populations ne se réclameront plus du Congo, mais revendiqueront la nationalité angolaise».*

Quand il s'agit de défendre le territoire, personne ne parle…

Faute d'informations officielles et fiables, le Cnr mène ses enquêtes avant de prendre position. Mais, il ne néglige aucune hypothèse. « *Certains disent qu'il y aurait un deal entre les présidents Sassou NGuesso et Eduardo Dos Santos, à l'image de celui conclu entre Kabila père et Kagamé au sud Kivu par lequel Kabila aurait promis une partie du territoire au Rwanda ».* Par ailleurs, le secrétaire général du Cnr dénonce le mutisme de toute la classe politique. « *Ce n'est pas un problème politique pour qu'il y ait une divergence entre la majorité et l'opposition. L'opposition monte au créneau quand il s'agit des affaires de biens mal acquis, du 4 mars, des disparus du Beach… mais quand il faut défendre l'intégrité territoriale, personne ne parle. Le parlement reste muet alors qu'il devrait interpeller le gouvernement. Nous sommes d'avis avec l'opinion qui y voit la complicité de notre classe politique. Au contraire, la majorité, l'opposition et les institutions essaient de justifier le comportement inacceptable de l'Angola au lieu de rappeler l'intangibilité des frontières issues de la colonisation ».*

A travers la conférence de presse de son collège des présidents, tenue le 25 octobre à Ouenzé, l'opposition radicale a passé en revue les grands dossiers socio politiques de l'heure, à savoir *« l'investissement de la zone de Kimongo et l'incursion dans la Likouala, la tension au lendemain du procès du 4 mars, la question Afrique-Cpi, le recensement administratif spécial, la volonté du pouvoir de changer ou de réviser la constitution, la rentrée scolaire et la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires ».*

Concernant cette incursion angolaise, l'opposition radicale ne comprend pas le mutisme du gouvernement et des médias d'Etat, tandis que *« tout le monde attendait que le président de la République explique aux citoyens ce qui s'est réellement passé ».*Dans cette même optique, elle fait état des rumeurs persistantes sur la présence des hommes armés dans la Likouala, venus de la RCA. Pour Jean Itadi, Guy Romain Kimfoussia, Mathias Dzon, Clément Miérassa et Honoré Sayi, le silence du gouvernement sur ce qui se passe aux frontières du Congo *« est l'illustration de la loi de l'omerta érigée en méthode de gouvernement ».*

Chris Antoine Walembeaud

Concernant l'option de retrait de la Cpi des Etats africains, l'opposition radicale y voit un moyen pour les chefs d'Etat africains de *« s'octroyer un permis de tuer les populations de l'Afrique ».* Elle parle de *« l'échec du recensement administratif spécial »,* en s'appuyant sur des documents que l'opposition dite modérée aurait envoyés au ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation. Ces documents indiqueraient que seulement 30 à 35% des Congolais se seraient fait recenser. C'est ce qui justifie l'organisation de la deuxième phase du recensement, affirme-t-elle.

En outre, cette opposition *« attire l'attention de ceux qui conseillent le président de changer la constitution au moyen d'un référendum ».* Elle rappelle que la constitution ne prévoit pas cette possibilité. Comme de coutume, le point de chute de la conférence de presse a été la demande de la convocation des états généraux de la nation par le gouvernement, pour trouver des solutions aux maux qui minent le Congo.

Ernest Otsouanga

Formation en métiers de santé

500 élèves-médecins déjà à Cuba

Dans le cadre de l'exécution de l'accord signé entre les gouvernements cubain et congolais, par l'entremise de leurs ministères respectifs en charge de la santé, 500 élèves-médecins étaient attendus à Cuba, au titre de l'année académique 2013-2014. Ces derniers ont quitté Brazzaville le 25 octobre 2013 par deux vols spéciaux. Le ministre de la santé et de la population, François Ibovi les a accompagnés dans le pays d'accueil.

Vendredi dernier dans la soirée, des milliers de personnes se sont retrouvées à l'aéroport international de Maya-Maya afin d'assister au départ de leurs parents ou proches pour la Havane, capitale de Cuba. Ils ont voyagé par deux vols Ecair, ayant tour à tour quitté Brazzaville à 22 heures 30 et peu avant minuit. Ces jeunes vont suivre une formation de 7 ans dans les domaines de la médecine, du laboratoire, de la pharmacie et de la maintenance du matériel biomédical. On se souvient que le directeur du cabinet du ministre de la santé et de la population, Jean Philippe Ngakosso, avait lancé un communiqué largement radiodiffusé, télévisé et publié dans les colonnes des journaux de la place, à l'endroit des bacheliers des séries C, D, E, F_2 et F_3 datant des années allant de 2010 à 2013, intéressés de mener certaines démarches.

Suite à cet appel, plus de 2100 dossiers sont parvenus au ministère de la santé, du 25 septembre au 7 octobre 2013, suivis de visites. Les listes des 500 élèves retenus ont été publiées le 19 octobre. Le ministère de la santé indique que la sélection a notamment tenu compte de la notion du genre, de la mention, du lieu d'obtention du baccalauréat (un quota pour les lycées de chaque département).

Avant de quitter Brazzaville, le ministre François Ibovi, visiblement comblé, a en une seule phrase exprimé toute sa joie en ces termes : « *la meilleure manière de dire, c'est de faire* ».

Cette célèbre citation de l'écrivain cubain du 19e siècle, héro national dans son pays, José Marti, est aujourd'hui adoptée comme devise de son département, par le ministre de la santé et de la population.

Rappelons que le 5 octobre 2013, Mme l'ambassadrice de Cuba au Congo, Alba Soto Béatriz, avait offert un tableau traduisant cette pensée au ministre François Ibovi, lors d'une cérémonie de réception d'une brigade médicale cubaine venue pour servir dans les hôpitaux du Congo.

D.M.

Blocus de Cuba

La communauté internationale une fois de plus interpellée

La 68ème assemblée générale des Nations Unies examinera le mardi 29 octobre 2013, le projet de résolution soumis par Cuba intitulé : « *Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les Etats-Unis* ». 188 Etats membres de l'ONU ont voté l'année dernière, cette résolution à travers laquelle, la communauté internationale reconnaît le droit du peuple cubain et lui apporte l'appui, dans sa lutte pour obtenir la levée de ce blocus. Cette année, ladite résolution rencontrera sans nul doute, l'assentiment de la communauté internationale.

C'est pour la 22ème fois que Cuba soumet cette même résolution au Conseil de sécurité de l'Onu. Celle-ci demande que soit mis fin à une politique injuste, illégale et inhumaine, que les Etats-Unis d'Amérique (USA) appliquent depuis avril 1960, contre Cuba, un pays souverain.

Selon l'ambassadrice de Cuba au Congo, Alba Soto Beatriz, ce blocus constitue une violation flagrante du droit international. Il représente une violation du droit d'un Etat souverain à la paix, au développement et à la sécurité.

Les pertes économiques engendrées par cette situation en 53 ans s'évaluent à 1.157.367.000.000 dollars américains.

Alba Soto Beatriz

A titre d'illustration, un navire accostant à Cuba est frappé d'une interdiction de 6 mois sans arriver aux Etats-Unis.

Durant les cinq décénies, le blocus a constitué le principal obstacle au développement économique et social de Cuba, la plus grave entrave à un élargissement de ses liens commerciaux avec le monde et un sérieux obstacle à la coopération internationale. Cuba ne peut toujours pas exporter et importer librement des produits et des services vers les Etats-Unis d'Amérique, utiliser la monnaie de ce pays dans ses transactions financières internationales ou ouvrir des comptes dans cette monnaie, dans des banques des pays du tiers. Ce pays se voit également interdire l'aide que pourrait lui offrir les institutions financières internationales.

Les préjudices du blocus s'étendent aussi dans le domaine sanitaire. Le peuple cubain est privé des médicaments nécessaires.

Suite page 5

ZHANG LEI, UN HOMME D'AFFAIRES CHINOIS FASCINÉ PAR LE CONGO

Le geste est rare et saisissant. Les mots n'ont pas assez de force pour traduire avec exactitude toute la symbolique que Zhang Lei, sujet Chinois exprime dans son récit. Arrivé au Congo en qualité d'opérateur économique, l'homme venu d'horizons lointains, décrit avec une émotion très engageante le rapport affectif qui le lie à sa terre d'accueil. Son impression contraste avec celle d'un homme d'affaires dont les sentiments seraient portés uniquement vers le profit. Dans un style très imagé, Zhang Lei qui vient de finaliser la construction de la cimenterie FORSPAK aux portes de Dolisie, compare son usine à un petit arbre planté sur un terrain fertile : le Congo ; le Président Denis Sassou-Nguesso et son gouvernement étant le soleil qui donne à cette usine toute l'énergie dont elle a besoin pour son épanouissement. Avec une humilité déconcertante, l'homme d'affaires Chinois préfère se ranger du côté des citoyens ordinaires pour mieux contribuer à l'œuvre de reconstruction d'un pays qui, à l'origine lui est étranger mais, qu'il a fini par aimer et graver durablement dans sa mémoire. En s'y installant avec sa famille, il confirme l'adage : *« quand un étranger commence à ériger des murs sur sa terre d'accueil, il dit toute son intention d'y rester »*. Zhang Lei, le Chinois Congolais le dit lui-même (texte original intégral).

Vue de la cimenterie FORSPAK

Des milliers de kilomètres séparent ce pays de la Chine. Nous avons effectué conjointement le processus entrepreneurial heureux avec le peuple congolais.

Dans le processus de construction de la cimenterie FORSPAK, mes collègues et moi avons connus l'enthousiasme de la population du Congo et le soutien du gouvernement congolais à tous les niveaux, sans oublier le Préfet du Niari, le Maire de Dolisie, et le chef de district, qui nous ont soutenus et ont pris en compte nos préoccupations pendant la création de l'usine. Je n'oublie pas les conseils et l'assistance du Ministère des Affaires Foncières, celui de l'Industrie, de l'énergie, de la Direction Générale des Douanes, et la Délégation générale aux grands travaux.

Le gouvernement congolais nous a offert une protection efficace pour la construction de la cimenterie FORSPAK, les paroles du Ministre de l'Industrie, Mr Isidore MVOUBA apparaissent souvent dans mon esprit. Pour la construction rapide des lignes de transport électrique, la SNE a envoyé Mr Pascal, Koumba, Vincent et Ander en Chine, leur professionnalisme rigoureux et attitude de travail sérieux nous ont inspirés souvent, j'en oublie pas…

« L'impression sur le Congo », Laissez-moi vous dire, mes chers amis, que le Congo est un pays bon pour les investissements. Je me disais, si FORSPAK est un petit arbre, le Congo serait un sol fertile, qui donne la nutrition pour le développement de l'usine. Puis le président Denis Sassou N'Guesso et le gouvernement congolais est le soleil, en donnant l'énergie à l'usine pour son développement.

Parce que nous venons de la Chine, pays ayant une histoire depuis cinq mille ans. Nous prendrons les vertus de : courage, industrieux, sagesse, avec le peuple congolais en vue de construire un meilleur Congo.

Messieurs Shen Xiang et Guan Jian, respectivement consul et ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo nous disent : « il faut faire attention à la protection de l'environnement, en récompensant le congolais, et en réalisant une coopération gagnant-gagnant. C'est la politique de développement de la société FORSPAK.

Parce que nous venons de Chine, en traversant des océans, et loin de nos proches, nous avons subi une grande solitude, nous travaillons avec intelligence, Nous sommes dans une culture différente, dans un pays différent, un environnent naturel différent, tout ceci pour construire le Congo. Mes collègues et moi, sommes des citoyens ordinaires, en vue de consolider une véritable amitié sino-congolaise, et désirons ardemment intégrer la société congolaise, dans la vie ordinaire des congolais.

J'aime tellement le Congo que j'ai quitté mes affaires en Chine pour me consacrer à la construction de FORSPAK.

Le 9 février 2013, c'était le nouvel an chinois, une fête traditionnelle importante chez nous. En compagnie de beaucoup d'amis congolais, tous collègues ainsi que ma femme et ma fille, avions passé un temps très heureux sur le chantier de construction de l'usine, en laissant une mémoire ineffaçable.

Zhang Lei, le Chinois Congolais

C'est mon impression sur le Congo. Bien que je viens de débarquer, et il reste encore le décalage horaire. J'ai passé une nuit à écrire ce morceau choisi pour partager avec mes amis.

*Je finis enfin avec les paroles d'une chanson chinoise : « **Je t'aime si fortement, cette terre affectueuse** ».*

Fait à Dolisie, octobre 2013

HUNAN XINGUANG
International Investment
CO.LTD
Le Directeur Général
Zhang Lei

Océan du Nord

Pour tous vos déplacements sur l'axe Nord jusqu'à Ouesso par route.

*Exigez **Océan du Nord** qui, depuis le 21 juin 2011, dessert tous les mardi, jeudi et samedi Boundji, Ewo et Kellé*

A bord de ses luxueux bus, vous effectuez un excellent voyage.

RESERVATIONS

57k33#dydqw#bu#yr|djh

CONTACTS

38#854#:9#:;#2#39#95;#;;#66#rx#dx#55
gh#d#uxh#Erxhq}d/#idfh#FHJ#gh#d#Olehuw#
Wdodqjd#0#Eud}}dydoh

Océan du Nord

Erq#yr|djh#$

Blocus de Cuba

Suite de la page 4

La coopération entre les autorités sanitaires cubaines et l'Ong medi Cuba-Suisse en matière de lutte contre le cancer, de pédiatrie et de prévention du VIH/Sida a connu un coup d'arrêt de tous les transferts de fonds sur Cuba suite à la pression des USA sur la banque Cantinola de Zurich.

A cause de la même pression, une banque canadienne a bloqué les fonds dégagés pour acheter des vaccins contre la grippe, dans le cadre d'un programme de vaccination des personnes de troisième âge lancé par l'OMS.

Selon l'ambassadrice de Cuba au Congo, malgré sa promesse d'œuvrer dans le sens de la levée du blocus, l'administration Obama resserre au contraire l'étau.

De janvier 2009 à septembre 2013, cette administration a infligé à trente sociétés des USA et étrangères, des amendes totalisant plus de 2.446.000 000 dollars, à cause de leurs relations avec Cuba ou d'autres pays soumis à ses sanctions.

Mme Alba Soto Beatriz réitère par ailleurs l'appel de son gouvernement, à l'endroit des USA pour que le blocus soit levé sans condition. « *Cette politique absurde, périmée, illégale et moralement insoutenable n'a pas atteint et n'atteindra jamais son objectif, qui est de faire renoncer le peuple cubain à sa décision patriotique, de préserver sa souveraineté et son indépendance, d'exercer son droit à l'autodétermination* », a-t-elle martelé.

D.M.

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC
COMITÉ DE GESTION DES RESSOURCES
PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

N°_____/MEFB-CAB/CGRPPTE

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE DE GESTION DES RESSOURCES PPTE DU 04JUIN 2012

Le lundi 04 juin 2012 s'est tenue à partir de 14 heures 35 minutes, dans la salle de conférences du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public, sous la présidence de Monsieur Jean-Raymond DIRAT, Directeur de cabinet du Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public président du comité de gestion des ressources PPTE, la réunion du comité de gestion des fonds PPTE.

L'ordre du jour adopté se présente comme suit :

1. vérification des présences ;
2. examen et adoption du compte rendu de la réunion du 29 février 2012 ;
3. point sur l'état d'avancement des projets financés sur fonds PPTE.

1. De la vérification des présences

Le quorum étant largement atteint (voir liste de présences en annexe), le président a autorisé la poursuite de l'examen des autres points inscrits à l'ordre du jour.

2. Adoption du compte rendu de la réunion du 29 février2012

Le président a invité les membres du Comité de gestion qui ont des observations ou commentaires relatifs au projet de document à se rapprocher du secrétariat. Le compte rendu a été adopté avec amendements.

3. Point sur l'état d'avancement des projets financés sur fonds PPTE

Le président du comité a donné la parole au coordonnateurdu PRCTG pour présenter l'état de l'exécution des programmes de dépenses allouées à ces projets.

a. Projets hydraulique, assainissement, transports fluviaux, travaux publics, petites, moyennes entreprises et artisanat

Le coordonnateur a présenté l'état d'avancement des activités relatives aux volets suivants : passation de marchés au 15 mai 2012 et exécution physico-financière.
A la date du 15 mai 2012, le processus de passation des marchés des activités financées sur les ressources PPTE se poursuit normalement.
Le taux d'exécution physique globale est de 65% tandis que celui de décaissement se situe à 59% par rapport aux engagements.

Au niveau des cabinets d'études/audits : vingt-trois études ont été lancées au cours de la période sous revue, dans les domaines aussi variés que l'électricité, les transports fluviaux et routiers, les bâtiments, l'assainissement et l'économie forestière. Quinze études sont achevées.
Trois audits ont été réalisés.

Les travaux exécutés dans le cadre des fonds PPTE concernent principalement :

- **l'hydraulique :**
Cinq systèmes d'adduction d'eau potable sont achevés et réceptionnés ainsi que la construction et l'équipement de 68 forages d'eau potable dans les départements du Kouilou, de la Lékoumou et de la Cuvette. Les travaux d'exécution des forages dans les autres départements sont en cours. L'aménagement et la réhabilitation des sources d'eau potable dans le département du Pool ont été réalisés et réceptionnés.

- **l'assainissement :**

Au niveau de la ville de Pointe-Noire, les travaux sont terminés et réceptionnés.Cependant, les projets dont les travaux préliminaires dépendaient de la mairie,ont fait l'objet d'affectation de nouveaux sites et les travaux ont démarré.

- **les transports fluviaux :**

Les travaux de dragage des pieds de quai du port de Brazzaville arrêtés à cause de la remontée des eaux ont repris. Par ailleurs, ce secteur a été renforcé avec l'acquisition d'un camion anti-incendie et deux véhicules utilitaires ainsi qu'un groupe électrogène d'une puissance de 1250 KVA. Trois nouveaux contrats ont été signés pour réaliser deux entrepôts et l'aménagement du sous sol de la direction générale du Port.

- **les travaux publics :**

La réouverture manuelle des pistes agricoles dans le département de la Bouenza a été faite et les travaux ont été réceptionnés. Les travaux de construction des ouvrages et de réhabilitation des routes dépendent de la réalisation des études. Certaines études étant achevées, il est prévu dans les prochains jours, le lancement des avis d'appels d'offres.

- **les petites, moyennes entreprises et artisanat :**

Les contrats pour la construction du village artisanal ont été signés.

Les fournitures

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage a bénéficié d'équipements divers, de semences et de produits vétérinaires et phytosanitaires au profit des groupements agricoles de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Djambala, Owando et Ouesso.
Au niveau du secteur de l'électricité, la société congolaise de production de l'électricité (SCPE) a bénéficié des pièces de rechange au profit des centrales thermiques de Brazzaville et d'Oyo.
Au niveau du ministère du développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement, le service national de reboisement (SNR) a fait l'objet d'une livraison de petit outillage agricole, de tracteurs agricoles et de véhicules.

Au plan financier, il sied de signaler que pour des engagements de l'ordre de 21.752.259.029 FCFA, les décaissements sont de 12.771.020.305 FCFA.
Par ailleurs, le coordonnateur a présenté quelques difficultés rencontrées dans l'exécution d'un certain nombre de projets.
Au niveau du ministère chargé de l'artisanat, un autre site a été trouvé à Sadelmi pour la construction des bâtiments devant abriter le village artisanal à Brazzaville. Les entreprises retenues attendent les plans d'implantation pour débuter les travaux.
S'agissant du secteur hydraulique, les forages effectués à Loutété présentent un problème lié au changement du mode de captage des eaux, nécessitant le passage d'un forage au captage des eaux à partir du Niari. Le coordonnateur a informé les membres du comité que ce problème devrait être examiné avec le ministère bénéficiaire.
L'exposé du coordonnateur sur les projets susmentionnés a suscité de nombreuses réactions et commentaires, notamment sur la présentation des supports de la réunion.
Après les éléments de réponse apportés par le représentant du PURAC et la discussion qui s'en est suivie, les rapports ont été adoptés avec amendements.

b. Projets du secteur de l'enseignement et de la santé
Le coordonnateur a présenté l'état d'exécution physique et financière des projets scolaires, universitaires et sanitaires.

Au niveau du MEPSA, les activités sont exécutées normalement.Le coordonnateur a informé les membres que la majorité des projets ont été réalisés. Néanmoins, des difficultés subsistent au niveau du lancement des travaux et du respect des spécifications techniques. Al'école primaire Kangamitema d'Ewo et au collège d'Etoumbi, les travaux ont été arrêtés pour non-respect des spécifications techniques.

Au niveau du MES, 5 contrats ont été signés. Deux bâtiments de quatre salles de classe sont en cours de construction à la faculté des sciences économiques et à la faculté de sciences de l'université Marien Ngouabi.

Au niveau du ministère de la santé et de la population (MSP), le coordonnateur a informé les membres du comité que l'année 2012 étant « l'année de la santé », plusieurs centres de santé intégrés seront réalisés. Il a aussi porté à la connaissance des membres que suite à la catastrophe du 04 mars 2012, il est prévu des travaux à l'hôpital de campagne pour installer le centre de santé intégré (CSI) à Nkombo.
Après échange de vue des participants, il a été retenu ce qui suit :

- **sur les audits des fonds PPTE** : mettre à la disposition des membres du comité de gestion les audits des exercices budgétaires 2009 et 2010 ;

- **sur le cabinet AGETIP (maîtrise d'œuvre dont le contrat est à son terme) :** évaluer le travail effectué et procéder à un nouvel appel d'offre ;

- **sur le dragage du port autonome de Brazzaville** : demander aux services de la mairie structure compétente pour la gestion des carrières, de prendre le relais sur la gestion du sable. Dans le cas contraire, le comité de gestion a été chargé de cette tache ;

- **au niveau du ministère de l'enseignement supérieur** : améliorer la qualité des ouvrages à réaliser ;

- s'agissant du respect des spécifications techniques des contrats : éliminer les entreprises qui n'ont pas la capacité de réaliser les travaux.

Commencée à 14 heures 30 minutes, la réunion du Comité a pris fin à 16 heures précises.

Fait à Brazzaville, le

Le Président du comité,

Jean-Raymond DIRAT

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE DE GESTION DES RESSOURCES PPTE DU 13 NOVEMBRE 2012

Le mardi 13 novembre 2012, s'est tenue, à partir de 14 heures 35 minutes, dans la salle de conférences du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public, sous la présidence de Monsieur Jean-Raymond DIRAT, Directeur de cabinet du ministre des finances, du budget et du portefeuille public, président du comité de gestion des ressources PPTE, la réunion du comité de gestion des fonds PPTE.

L'ordre du jour adopté se présente comme suit :

1. vérification des présences ;
2. examen et adoption du compte rendu de la réunion du 17 août 2012 ;
3. point sur l'état d'avancement des projets financés sur fonds PPTE.

1. De la vérification des présences

Le quorum étant largement atteint (voir liste de présences en annexe), le président a autorisé la poursuite de l'examen des autres points inscrits à l'ordre du jour.

2. Adoption du compte rendu de la réunion du 17 Août 2012

Le président a invité les membres du Comité de gestion qui ont des observations ou commentaires relatifs au projet de document à les déposer au secrétariat. Le compte rendu a été adopté sans amendement.

3. Point sur l'état d'avancement des projets financés sur fonds PPTE

Le président du comité a donné la parole au coordonnateur du PRCTG pour présenter l'état de l'exécution des programmes de dépenses allouées aux différents projets.

a. Projets hydraulique, assainissement, transports fluviaux, travaux publics, petites, moyennes entreprises et artisanat

Le coordonnateur a présenté l'état d'avancement des activités relatives aux volets suivants : passation de marchés au 31 octobre 2012 et exécution physico-financière.

A la date du 31 octobre 2012, le processus de passation des marchés des activités financées sur les ressources PPTE se poursuit normalement.

Le taux d'exécution physique globale est de 78% tandis que celui de décaissement est de l'ordre de 71% par rapport aux engagements.

Au niveau des cabinets d'études et audits : sur 28 études réalisées au cours de la période sous revue, dans les domaines aussi variés que l'électricité, les transports fluviaux et routiers, les bâtiments, l'assainissement et l'économie forestière. Vingt (20) études sont achevées et d'autres sont en cours de réalisations.
Trois audits ont été réalisés.

Les travaux exécutés dans le cadre des fonds PPTE concernent principalement :

- **l'hydraulique :**

Plus de 170 forages ont été réalisés. Les travaux de construction des forages dans le département des Plateaux sont presque achevés.Cependant, dans les départements de la Bouenza, du Niari et de la Sangha les travaux sont en cours d'exécution.

- **l'assainissement :**

Au niveau de la commune de Pointe-Noire, les travaux sont terminés et réceptionnés. Cependant, les projets dont les travaux préliminaires dépendaient de la mairie, sont en cours d'exécution.
A Brazzaville, les travaux sont achevés et les réceptions provisoires ont été faites.

- **les transports fluviaux :**

Les travaux de dragage des pieds de quai du port de Brazzaville sont terminés et réceptionnés. Les travaux de construction d'entrepôts au port autonome de Brazzaville et de l'aménagement du sous sol de la direction générale sont en cours d'exécution.

- **les travaux publics :**

Les travaux de construction des ouvrages et de réhabilitation des routes dépendent de la réalisation des études. La majorité des études étant achevées, il reste le lancement des avis d'appels d'offres.

- **les petites, moyennes entreprises et artisanat :**

A ce niveau, il y a eu, entre autres, la pose de la première pierre pour la construction du village artisanal par ce ministère, l'installation du chantier par les entreprises retenues à cet effet.

- **l'économie forestière et le développement durable:** Les motos des agents susceptibles d'encadrer la population ont été réceptionnées le 17 août 2012.

Les fournitures

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage a bénéficié de la livraison du matériel de vaccination contre les épizooties.

Au plan financier, le montant total des engagements est de 21.788.161.193 FCFA et les décaissements s'élèvent à 15.538.026.916 FCFA.

L'exposé du coordonnateur sur les projets susmentionnés a suscité de nombreuses réactions et commentaires, notamment sur la présentation des supports de la réunion.
Après les éléments de réponse apportés par le coordonnateur et la discussion qui s'en est suivie, les rapports ont été adoptés avec amendements.

b. Projets des secteurs de l'enseignement et de la santé

Le coordonnateur a présenté l'état d'exécution physico-financière des projets scolaires, universitaires et sanitaires.

Au niveau du MEPSA,deux bâtiments scolaires, trois logements de deux pièces jumelées et un bloc administratif ont été réceptionnés au lycée de Ouesso. Les travaux des autres bâtiments avancent normalement malgré le fait que les contrats sont toujours en cours d'approbation.
Les constructions du collège d'ABOUA dans le district de Makoua sont terminées et sont en attente d'une réception provisoire.
A Pointe-Noire, les travaux de construction de deux bâtiments de quatre salles de classes au CEG de TchiniambiMbota ont repris. Le bloc administratif et le troisième logement sont achevés et en attente de réception provisoire.

Au niveau du MES, les travaux de construction de quatre bâtiments de quatre salles de classe et de deux blocs administratifs à la faculté des sciences économiques sont en cours et l'état d'avancement est jugé satisfaisant. La construction d'un bâtiment de quatre salles de classe à la Faculté des sciences est presque achevée.

Au niveau du METPFQE, les travaux de construction de trois bâtiments de quatre salles de classe au collège d'enseignement technique mixte (CETM) de Ouesso sont très avancés. Cependant, ceux de construction du collège d'enseignement technique féminin (CETF) sont toujours en attente de démarrage. Les appels d'offres ont été lancés pour la construction des salles de classe, des logements et blocs administratifs aux lycées techniques agricoles de Ouesso etEwo, au lycée technique d'Oyo, au CETA d'Ewo et au CET d'Oyo.

Au niveau du ministère de la santé et de la population (MSP), les travaux de construction des centres de santé intégrée(CSI) ont été lancés :7 dans la Sangha, 2 dans les Plateaux,2 dans la Cuvette centrale et 1 dans la Cuvette ouest.
Les logements du CSI d'Ignié dans le Pool sont réceptionnés.
Les travaux de construction des logements de l'hôpital de base de Ouesso ont démarré. Les travaux de construction du CSI de Zananga avancent normalement.
De nombreux contrats sont en cours de négociation et de signature.

Cependant la réalisation de certains contrats est retardée à cause des problèmes fonciers (Mossendjo, Obouya). Les bénéficiaires ne mettent pas toujours à la disposition du projet les espaces nécessaires à la réalisation des ouvrages. Ces problèmes ont commencé à trouver des solutions depuis que le Comité de gestion avait instruit le Coordonnateur du PRCTG de se concerter avec les bénéficiaires avant tout lancement d'appel d'offres.
Ayant constaté que les nombreux opérateurs économiques ont des difficultés à honorer leurs engagements, le président du comité de gestion a instruit le coordonnateur d'exclure de la sélection, les opérateurs dont les prestations sont jugées insatisfaisantes.

Commencée à 14 heures 30 minutes, la réunion du Comité a pris fin à 15 heures 30 minutes.

Fait à Brazzaville, le

Le Président du comité,

Jean-Raymond DIRAT

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE DE GESTION DES RESSOURCES PPTE DU 17 AOUT 2012

Le vendredi 17 août 2012 s'est tenue à partir de 14 heures 30 minutes, dans la salle de conférences du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public, sous la présidence de Monsieur Jean-Raymond DIRAT, Directeur de cabinet du ministre des finances, du budget et du portefeuille public, président du comité de gestion des ressources PPTE, la réunion du comité de gestion des fonds PPTE.

L'ordre du jour adopté se présente comme suit :

1. vérification des présences ;
2. examen et adoption du compte rendu de la réunion du 04 juin 2012 ;
3. point sur l'état d'avancement des projets financés sur fonds PPTE.

1. De la vérification des présences
Le quorum étant largement atteint (voir liste de présences en annexe), le président a autorisé la poursuite de l'examen des autres points inscrits à l'ordre du jour.

2. Adoption du compte rendu de la réunion du 04 juin 2012
Le président a invité les membres du Comité de gestion qui ont des observations ou commentaires relatifs au projet de document à les déposer au secrétariat. Le compte rendu a été adopté sans amendement.

3. Point sur l'état d'avancement des projets financés sur fonds PPTE
Le président du comité a donné la parole au coordonnateur du PRCTG pour présenter l'état de l'exécution des programmes de dépenses allouées aux différents projets.

a. Projets hydraulique, assainissement, transports fluviaux, travaux publics, petites, moyennes entreprises et artisanat
Le coordonnateur a présenté l'état d'avancement des activités relatives aux volets suivants : passation de marchés au 31 juillet 2012 et exécution physico-financière.
A la date du 31 juillet 2012, le processus de passation des marchés des activités financées sur les ressources PPTE se poursuit normalement.
Le taux d'exécution physique globale est de 74% tandis que celui de décaissement se situe à 70% par rapport aux engagements.

Au niveau des cabinets d'études et audits : vingt-huit études et audits ont été réalisés au cours de la période sous revue, dans les domaines aussi variés que l'électricité, les transports fluviaux et routiers, les bâtiments, l'assainissement et l'économie forestière. Dix-sept études sont achevées et huit autres sont en cours.
Trois audits ont été réalisés.

Les travaux exécutés dans le cadre des fonds PPTE concernent principalement :

- **l'hydraulique :**

Cent soixante-cinq (165) forages ont été réalisés dont cent vingt-neuf (129) forages positifs et 36 négatifs. Les travaux de construction des forages du département des Plateaux sont presque à terme. S'agissant des départements de la Sangha, la Bouenza et le Niari, les travaux sont en cours d'exécution. Dans la Likouala, les unités de potabilisation d'eau dans les différents sites sont en cours d'installation par l'entreprise.

- **l'assainissement :**
Au niveau de la ville de Pointe-Noire, les travaux sont terminés. Les réceptions définitives ont eu lieu. Cependant, les projets dont les travaux préliminaires dépendaient de la mairie, ont fait l'objet d'affectation sur de nouveaux sites et sont en cours d'exécution. A Brazzaville, les travaux sont arrivés à terme et la majorité des chantiers ont été réceptionnés provisoirement.

- **les transports fluviaux :**
Les travaux de dragage des pieds de quai du port de Brazzaville sont arrivés presque à terme. Par ailleurs, ceux de construction d'entrepôts au port autonome de Brazzaville et de l'aménagement du sous sol de la direction générale sont en cours d'exécution.

- **les travaux publics :**
Les travaux de construction des ouvrages et de réhabilitation des routes dépendent de la réalisation des études. Certaines études étant achevées, il est prévu dans les prochains jours, le lancement des avis d'appels d'offres.

- **les petites, moyennes entreprises et artisanat :**
Le ministère bénéficiaire a trouvé un nouveau site pour la construction du village artisanal de Brazzaville. Les travaux d'aménagement du site s'exécutent actuellement afin de permettre aux entreprises de démarrer les travaux.

- **le développement durable et l'économie forestière :** Les motos des agents susceptibles d'encadrer la population ont été réceptionnées le 17 août 2012.

Les fournitures
Le ministère de l'agriculture et de l'élevage a bénéficié de la livraison partielle du matériel de vaccination contre les épizooties.

Au plan financier, le montant total des engagements est de 21.788.161.193 FCFA et les décaissements s'élèvent à 15.216.915.221 FCFA.
L'exposé du coordonnateur sur les projets susmentionnés a suscité de nombreuses réactions et commentaires, notamment sur la présentation des supports de la réunion.
Après les éléments de réponse apportés par le coordonnateur et la discussion qui s'en est suivie, les rapports ont été adoptés avec amendements.

b. Projets des secteurs de l'enseignement et de la santé

Le coordonnateur a présenté l'état d'exécution physique et financière des projets scolaires, universitaires et sanitaires.

Au niveau du MEPSA, les activités sont exécutées normalement. Le coordonnateur a informé les membres que la majorité des projets ont été réalisés. Néanmoins, des difficultés se présentent au niveau du lancement des travaux à Ewo et au niveau du respect des spécifications techniques.

Au niveau du MES, plusieurs contrats ont été signés. Deux bâtiments de quatre salles de classe sont en cours de construction à la faculté des sciences économiques et à la faculté de sciences de l'université Marien Ngouabi. Le coordonnateur a présenté certaines difficultés dans l'exécution des travaux sur le site de la faculté des sciences économiques à cause du matériel qui y est stocké par les Chinois. C'est ainsi que les travaux de construction de deux bâtiments à usage de bureau et de deux autres bâtiments de quatre salles de classe connaissent des retards dans leur exécution.

Au niveau du METPFQE, sept contrats ont été signés avec deux opérateurs et les travaux de construction ont été lancés pour la construction de salle de classes au collège d'enseignement technique mixte (CETM) et collège d'enseignement technique féminin (CETF) de Ouesso ainsi que pour la construction des bâtiments administratifs.

Au niveau du ministère de la santé et de la population (MSP), les travaux de construction ont été lancés dans la Sangha (7 CSI), dans les Plateaux (2 CSI), dans la Cuvette centrale (2 CSI) et dans la Cuvette ouest (1 CSI).
Les travaux de construction des logements du CSI d'Ignié dans le Pool sont très avancés et en attente de réception provisoire.
De nombreux contrats sont en cours de négociation et de signature.
Cependant la réalisation de certains contrats est retardée à cause des problèmes fonciers. Les bénéficiaires ne mettent pas toujours à la disposition du projet les espaces nécessaires à la réalisation des ouvrages.
Le président du comité de gestion a informé les membres du comité de gestion que le problème des titres fonciers intéresse tout le monde. Les ministères bénéficiaires devraient mettre à la disposition de l'unité d'exécution des fonds PPTE, les titres fonciers portant délimitation des terrains de construction.

Commencée à 14 heures 30 minutes, la réunion du Comité a pris fin à 15 heures 30 minutes.

Fait à Brazzaville, le

Le Président du comité,
Jean-Raymond DIRAT

Electrification du Congo

PLAIDOYER POUR LE BARRAGE DE SOUNDA

Il est aujourd'hui évident que le Congo est en proie à des difficultés importantes en matière énergétique. Les capacités des centrales hydroélectriques comme celles du Djoué, Moukoukoulou, la centrale thermique de Mpila et la centrale à gaz de Djéno sont insignifiantes par rapport aux objectifs d'industrialisation du Congo, exprimés dans le programme de société du président de la République « le Chemin d'avenir ». La construction et le lancement du barrage d'Imboulou en 2011 qui ont suscité beaucoup d'espoir dans le pays, ne comblent même pas les besoins domestiques des populations. L'incendie qui s'est déclaré sur le générateur principal situé dans l'enceinte de la société nationale d'électricité (SNE) au Centreville est venu compliquer une situation qui n'était déjà pas reluisante.

Les gorges de Sounda

Certains quartiers des arrondissements de la capitale ont renoué depuis avec le concert assourdissant des groupes électrogènes, générant à la fois des problèmes de nuisances sonores ayant des impacts sur la santé des citoyens et des charges financières supplémentaires sur les administrations, les commerces et les ménages.

Si les délestages et les coupures intempestives d'électricité demeurent le lot quotidien, au Centreville de Brazzaville la fourniture d'électricité est carrément interrompue depuis bientôt quatre semaines.

Aussi loin que l'on remonte, notamment depuis la fin des guerres récurrentes qu'a connues notre pays, le problème de l'énergie se pose de façon lancinante. Des initiatives ont été certes prises pour augmenter les puissances énergétiques de l'existant, sans y apporter des solutions durables.

Dans l'opinion, beaucoup penchent pour la construction du barrage de Sounda, vieux projet datant de l'époque coloniale, caressé par les pères de l'indépendance, entretemps remis à l'ordre du jour sans suite durant le règne du président Pascal Lissouba.

Le président Denis Sassou N'Guesso lors de son message à la nation le 13 août 2012 devant le parlement réuni en congrès informait le pays sur : « *…le lancement cette année des études de faisabilité du barrage hydroélectrique de Sounda, le plus grand du pays avec une puissance estimée à 1000 mégawatts dans le département du Kouilou au sud du pays ».*

Aussi, les difficultés que connait le Congo en matière énergétique qui prennent des allures de serpent de mer, devraient trouver leur dénouement au stade actuel des ambitions de développement de notre pays, dans la construction de cet ouvrage dont on convient qu'il constituerait l'un des plus grands barrages d'Afrique.

Dans tous les cas, le Congo ne devrait pas se tourner indéfiniment vers le barrage d'Inga de la RDC voisine pour régler ses problèmes, d'autant plus qu'Inga lui-même n'est pas un exemple de régularité dans l'approvisionnement de l'énergie.

Les caractéristiques techniques du barrage

Une étude commandée en 1962 par le maire de Pointe-Noire Stéphane Tchitchéllé et la chambre de commerce, de l'agriculture et de l'industrie du Kouilou-Niari qui nécessite une réactualisation, présente les données exceptionnelles suivantes de l'ouvrage :

· un fleuve important- le Kouilou – débitant 1000 m3/seconde en moyenne ;

· un site naturel se prêtant remarquablement à la construction d'un barrage de 125 m de haut, retenant 35 milliards de m3 d'eau, couvrant une superficie de 1.800 km2 qui, turbinée au pied de l'ouvrage permettra une production d'électricité de l'ordre de 7 milliards de kWh, dans des conditions extrêmement intéressantes ne dépassant guère 0,01 F le kWh ;

· transportée à Pointe-Noire distante de 90 km seulement, cette énergie serait susceptible de permettre de produire annuellement au bord de la mer 250.000 tonnes d'aluminium, 200.000 tonnes de ferro-manganèse, 30.000 tonnes de ferro-silicium, 15.000 tonnes de silico-manganèse, 33.000 tonnes de phosphore, 15.000 de carbure de silicium, 32.000 tonnes de de magnésium, sans parler de la force qui pourrait être fournie aux industries déjà implantées ou en cours d'installation à Pointe-Noire.

Les aménagements comporteront essentiellement :

· un barrage-voûte en béton armé dont la hauteur atteindra 125 m, la largeur à la base 54m et 300 m au sommet, l'épaisseur 15m au fond 5m à la crête ;

· une usine hydroélectrique construite en surface au pied du barrage dont la puissance installée sera de 1 million de kW fournis par 5 groupes turboalternateurs de 200.000 kVA chacun ; la puissance disponible serait de 820.000Kw correspondant à la livraison annuelle de 6,5 milliards de kWh ;

· deux lignes de transport à haute tension de 380Kw, longues chacune de 90 km, assurant l'écoulement de l'énergie produite vers les industries installées sur les quais mêmes du port de Pointe-Noire.

Au finish, la construction du barrage de Sounda nécessitera un investissement colossal qui attirera inéluctablement des investisseurs, mêmes étrangers. Le développement du Congo est à ce prix et le gouvernement a du pain sur la planche.

Roger Pao

Humeur

Y'AURAIT-IL ANGUILLE SOUS ROCHE ?

Tout le monde a écouté sur Rfi la réplique sans équivoque de la Chancelière allemande sur les écoutes téléphoniques des dirigeants européens par la maison blanche. *« On n'espionne pas ses amis »*, s'est indignée Angela Merkel. Malgré les rassurances de Barack Obama qui a déclaré ne pas avoir mis sur écoute le portable de la dirigeante allemande, celle-ci désapprouve un tel geste.

Les Congolais considèrent les Angolais comme des amis, mieux. Ils ne peuvent donc pas être contents de l'acte que vient de poser l'armée angolaise dans quelques villages congolais dans le département du Niari. Entre amis, la force n'est pas de mise. On s'assoit autour d'une table et on discute, à l'abri des oreilles indiscrètes.

Entre Angolais et Congolais, l'amitié ne date pas d'aujourd'hui. Dans la joie et dans le malheur, les deux peuples ont toujours su se tenir par la main. Avant la date du 11 novembre 1975 qui consacre l'indépendance de l'Angola, Brazzaville et de nombreuses autres localités congolaises ont servi de refuges aux amis Angolais. ***« La voix de l'Angola combattante »***, une émission mémorable qui exhortait les combattants du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) à la lutte de libération nationale, était régulièrement diffusée sur les antennes de la Voix de la Révolution Congolaise. Dans tous les meetings et foras organisés aussi bien au Congo et à l'étranger, le président Marien Ngouabi donnait de la voix pour légitimer au plus haut niveau la lutte armée du peuple angolais sous la houlette du MPLA. Après sa tragique disparition le 18 mars 1977, la direction politique du MPLA décida d'honorer sa mémoire en érigeant à Brazzaville le mausolée où il repose pour l'éternité. De la même manière, l'attribution du nom du président Antonio Agostino Neto à l'aéroport de Pointe-Noire s'inscrit dans le cadre d'une amitié sincère entre les peuples congolais et angolais.

D'où vient-il que subitement, l'armée angolaise veuille effacer d'un revers de la main ce passé commun ? Investir sans préavis une partie du territoire d'un pays ami et prendre en otages quelques uns de ses soldats et officiers n'est pas un signe d'amitié. Et pourtant, lorsque Fernando Pédro Mavunza, ambassadeur de la République d'Angola est reçu par Basile Ikouébé à Brazzaville, il déclare à l'issue de l'audience qu'il a évoqué avec le ministre congolais ***« les très bonnes relations entre le Congo et l'Angola qui se renforcent ».*** Difficile de croire que de bonnes relations se renforcent par de telles intrusions, des kidnappings et la présence des blindés.

Plus écœurant est le fait que le diplomate angolais avoue tout ignorer de l'intrusion des soldats de son pays au Congo. Il dénonce la presse étrangère de ***« préfabriquer »*** de telles annonces. Maniant le clair-obscur dans ses réponses, il n'a eu aucune considération pour les journalistes congolais qui l'interrogeaient et dont certains travaillent dans l'organe qui a diffusé pendant plusieurs années les émissions du MPLA, lorsque l'Angola luttait pour son indépendance. Ces derniers ont regagné leur organe, la main sur le cœur, ne comprenant rien à ce comportement surprenant. Tantôt, le diplomate a contesté l'intrusion de l'armée angolaise en lançant un ***« faux »*** sonore, tantôt, il l'a reconnu en déclarant ***« qu'à une frontière, il y'a toujours des frictions, soit avec les populations, soit avec des services chargés de surveiller les frontières ».*** Un embrouillamini qui habille plutôt l'inimitié en déshabillant l'amitié.

L'amitié a-t-elle une espérance de vie ? Telle est la question légitime que se posent les Congolais après l'incident frontalier qu'ils ont vécu comme une humiliation de la part de ceux qu'ils considèrent comme des amis.

Mwana Boyo

Santé

DÉPISTAGE GRATUIT DES MALADIES POUR LE PERSONNEL DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Le personnel de la Cour constitutionnelle doit être en bonne santé pour fournir des prestations à la dimension des missions de cette institution et des attentes des usagers. Pour épargner ses collaborateurs des maladies émergentes et permettre à chacun d'eux de connaitre son statut, le président Auguste Iloki vient d'organiser une sensibilisation sur le diabète, l'hypertension artérielle et l'obésité couplée au dépistage gratuit desdites maladies, au profit de ses collaborateurs.

Les agents de la Cour constitutionnelle attentifs aux explications

La première campagne de sensibilisation du personnel de la cour constitutionnelle sur les maladies émergentes a eu lieu le 21 octobre 2013. Elle a été suivie de quatre jours de séances de dépistage gratuit de l'obésité, de l'hypertension artérielle et du diabète au siège de cette institution. Initiées au bénéfice de toutes les personnes qui travaillent dans cette institution, ces séances se sont étendues jusqu'aux collaborateurs extérieurs et autres partenaires.

La prévention gage de bonne santé

La meilleure protection est la prévention et non la guérison. Cette formule connue des spécialistes de la santé publique, rappelée par le ministre de la santé et de la population lors du lancement de cette campagne est en application à la cour constitutionnelle. A travers le dépistage du diabète, de l'obésité et de l'hypertension artérielle, son président entend renforcer le rendement de l'institution en garantissant la bonne santé de ceux qui y travaillent.

A l'instar du ministre de la santé et de la population pour qui un dépistage à temps peut susciter une prise en charge ainsi qu'une guérison rapides, Auguste Iloki croit que le dépistage précoce rentre dans le cadre la médecine préventive. *« L'organisation des séances de dépistage de quelques maladies émergentes répond à l'objectif de réduire les dépenses des agents de la cour en matière de santé. Car, quand en on ne prévient pas le danger est permanent et peut s'avérer dramatique. Le dépistage est donc le procédé adéquat pour éviter la maladie »,* a déclaré le ministre de la santé et de la population au lancement de la campagne.

Pour François Ibovi, des campagnes de ce genre s'étendront à toutes les administrations publiques. *« Il faut veiller à la santé de tous les agents de l'administration publique, principal support de l'action de l'Etat. Il s'agit de dépister la maladie à temps pour faciliter le plus vite possible la prise en charge. Car, au stade primaire les possibilités de guérison d'une maladie sont nombreuses. Au contraire, au stade avancé la guérison est impossible. Il faut savoir son statut et prendre les précautions »,* a-t-il déclaré.

Les raisons de la campgane

L'organisation de cette campagne répond, selon le président Auguste Iloki à l'ambition d'épargner les agents et cadres de la cour constitutionnelle, du spectre des accidents vasculaires-cérébraux (AVC), qui font des ravages dans les familles. *« L'hypertension artérielle, le diabète et l'obésité sont d'imprévisibles adversaires pour la santé. Ils causent des ravages dans les familles en attaquant directement l'espérance de vie et en l'écourtant ».*

Le ministre François Ibovi et le président Auguste Iloki

Les séances de communications, préludes aux examens, organisées par les docteurs Paulin Kibéké et Méo Stéphane Ikama respectivement diabétologue et cardiologue au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, ont édifié les bénéficiaires sur les causes, les symptômes, la prophylaxie et la prévention desdites maladies.

Il a été par exemple établi le lien entre l'obésité abdominale et le diabète. Il a été aussi dit que *« le développement extraordinaire des hanches ou des cuisses chez les dames n'est pas un signe de bonne santé, mais symptomatique de l'obésité gynoïde ».* La situation est tant préoccupante qu'une enquête réalisée récemment par le ministère de la santé et de la population, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé à Brazzaville a identifié 43% des cas d'obésité.

Concernant les nombreuses conséquences de l'obésité, le docteur Paulin Kibeké cite l'hypertension artérielle, les difficultés respiratoires et articulaires, l'apnée du sommeil, la dépression, la mésestime de soi. L'exercice physique, les règles hygiéno-diététiques sont conseillés comme meilleurs moyens de prévention.

Ernest Otsouanga

Technologies de l'information et de la communication

LA TABLETTE TACTILE DE VERONE MANKOU UTILISEE DANS L'EDUCATION A NIAMEY ET A LA NASA

La compagnie de téléphonie française « Orange » vient de choisir la tablette tactile, conçue par la société congolaise de fabrication des téléphones VMK (Vérone Mankou) pour l'instruction des élèves résidant à Niamey au Niger.

Cette initiative est partie d'Orange via une fondation qui voulait doter les écoles de tablettes tactiles. Après une sélection rigoureuse sur le marché français d'une dizaine de tablettes, celle de VMK a été retenue, a fait savoir au cours d'un récent entretien avec la presse, le directeur général de la société, M. Vérone Mankou.

Selon lui, les initiateurs ont pensé que la tablette VMK correspondait le mieux aux besoins de l'Afrique et à leurs intérêts, permettant ainsi aux enfants nigériens d'étudier les mathématiques, l'histoire et d'autres matières. « C'est une consécration de la marque VMK et cela nous rend fier », s'est-il réjoui.Malheureusement, M. Vérone Mankou a déploré le manque de réaction aux multiples appels lancés en direction de deux ministères de l'enseignement au Congo pour l'utilisation des produits VMK dans les écoles du pays. Il a indiqué cependant que d'autres ont donné la chance à cette compagnie de s'exprimer sur le terrain.

« *Nous sommes très contents de travailler avec l'opérateur français de téléphonie mobile. Ce dernier a vidé tout notre stock de tablettes. Ce qui justifie la rupture sur le marché. Donc, il est devenu notre plus grand client sur le marché. Nous avons travaillé avec Airtel. Aujourd'hui, c'est le tour de MTN. Cela prouve la viabilité de notre produit* », a-t-il souligné.

Vérone Mankou

Lors d'une conférence dans un centre de recherche de la NASA (organisme américain de recherches aéronautiques et spatiales) en Silicone Vallée, aux Etats Unies, le directeur général de la société VMK a indiqué avoir abordé des conférenciers possédant sur leurs bureaux d'études des tablettes VMK. Ce dernier a affirmé qu'ils sont sur un projet, permettant l'utilisation de ces tablettes dans les villages. A cet effet, des produits solaires sont en phase de conception pour recharger ces tablettes.

Grâce à son curriculum vitae (CV), la société est présentée comme un exemple à suivre en Afrique et ailleurs, a soutenu M. Mankou. Dans ce cadre, le jeune concepteur congolais, s'adressant récemment au cours d'un forum aux jeunes de la Guinée Bissau, comme à ceux de Brazzaville, a dit : « *Je ne suis pas différent d'eux, ni supérieur à eux. Ce que nous avons fait dans la technologie, d'autres peuvent le faire dans l'agriculture ou dans d'autres domaines* ».

La compagnie de fabrication de téléphones VMK au Congo a remporté plusieurs trophées, dont ceux de la meilleure initiative africaine en 2011 et de révélation technologique pour la gloire du Congo à Hawards. Celle-ci est listée par le journal Jeune Afrique parmi les 12 sociétés les plus innovantes de l'Afrique francophone.

M. Vérone Mankou a également été promu personnalité de l'année par le magazine des Afriques et classé par le magazine français FORBES parmi les trente meilleurs entrepreneurs en Afrique de moins de 30 ans. En 2012, il a été fait citoyen d'honneur de la ville de Brazzaville.

Gulit Ngou

Iqtp hp rudp

IL Y A 24 ANS S'ÉTEIGNAIT FRANCO

Ce mois d'octobre 2013 sont organisées un peu partout en RDC et en Europe des manifestations culturelles destinées à rappeler au souvenir des parents, amis et fans la mort du grand artiste musicien Luambo Makiadi dit Franco, disparu précocement à l'âge de 51ans. Le Patriote se joint au concert de lamentations que continue encore de susciter, à 24 ans d'intervalle, cette grande perte pour la RDC et l'Afrique.

C'était incontestablement un des géants de la chanson congolaise (RDC) et de la scène africaine. Sa guitare magique faisait danser tout un continent. Avec la disparition de Franco, c'est toute une manière de jouer de la guitare, tout le style dont il détenait seul le secret qui s'évanouissent définitivement. Les sons rares fortement accentués qui soutenaient un rythme diablement syncopé sont désormais inimitables.

Luambo Makiadi dit Franco était né à Sona Bata, à quelque 70 kilomètres de Léopoldville (actuelle Kinshasa) le 6 juillet 1938. Il grandit à Léopoldville où son père, Yvon Emongo, agent des chemins de fer, avait décidé de s'installer. A l'école, l'enfant se révèle un vrai cancre. Sa vie bascule lorsque, à 10 ans, il devient orphelin de père. La rue le happe et sa mère Hélène Mbonga, marchande de beignets de son état, ne parvient pas à redresser la barre. Installés au 90, rue Bosenge, dans la commune de Ngiri-Ngiri, Mbonga et ses enfants ont pour voisin un jeune guitariste nommé Dewayon Ebengo. Les sons de son instrument attirent Luambo. Quand Dewayon s'absente, l'adolescent s'introduit chez lui pour pincer les cordes de sa guitare. L'intrus finit par se faire surprendre. Fâché mais attendri, Dewayon prend le parti de lui apprendre les rudiments de son art. Luambo progresse vite. Il n'a plus qu'un rêve : devenir musicien. Sa mère est au comble du désespoir, elle qui le destinait au métier de mécanicien. Car à cette époque là au Congo Belge, la musique est une activité de marginaux et de voyous.

Le point de départ d'une carrière fulgurante

Surnommé « le fou », Luambo se met à jouer dans la rue. Les passants, condescendants, lui glissent de temps en temps quelques pièces. Jusqu'au jour où il entre dans le groupe Watama, fondé et dirigé par son maître Dewayon Ebengo. Il joue des maracas. Quand le Watama fusionne avec un ensemble conduit par un guitariste de renom, Albert Luampassi, Luambo a un nouveau maître. Il s'améliore à la guitare dite « hawaïenne ». Il participe à ses premiers enregistrements et part en tournée avec le nouveau groupe. On le retrouve ensuite dans le sillage d'un virtuose de la guitare : Henri Bowane. Auprès de ce dernier qui le surnomme Franco (diminutif de son prénom François), Luambo progresse davantage et voit s'ouvrir devant lui les portes de l'univers musical de Léopoldville. En août 1953, pour le compte de la maison « Loninguissa », il enregistre avec Bowane.

L'année suivante, il signe son premier titre. Sa carrière démarre vraiment en juin 1956 quand le responsable d'un dancing, l'OK Bar lui propose un contrat en compagnie de musiciens venus de Brazzaville, notamment Jean Serge Essous qui va prendre les rênes de l'orchestre naissant, l'OK JAZZ. Luambo, jeune homme aux « cheveux coupés en bataille » et qui porte « des chemises à carreaux, des pantalons étroits à la « cowboy » commence à devenir populaire, surtout auprès des dames. Ses chansons « Oye oye oye », « Anne Mabele ya ngoya », « Marie Catho », « Bolingo wa ngai Béatrice » sont sur toutes les lèvres. Avec son concours, l'Ok Jazz s'affirme, face à l'African Jazz de Joseph Kabasele, comme l'un des meilleurs orchestres du Congo Belge et d'Afrique.

Luambo Makiadi dit Franco

En 1958, « Cha cha cha de mi amor », sorti dans un contexte où la musique afro-cubaine exerce une influence prépondérante, connait un succès foudroyant. Malheureusement pour Franco, les royalties sont empochées par les responsables des maisons de disques, véritables requins. Quand le Congo belge accède à l'indépendance en 1960, certains musiciens de l'Ok Jazz originaires du Congo français rentrent à Brazzaville.

L'orchestre est déstabilisé. Pas pour longtemps cependant car Franco qui en devient le chef recrute de nouveaux éléments. Grâce à Joseph Kabasele, son grand rival de l'African Jazz, il se rend avec son orchestre en Belgique pour les enregistrements. Le succès est au rendez-vous. L'Ok Jazz s'impose comme une véritable entreprise. Mais en 1963, suite à des différends entre les actionnaires, les dettes s'accumulent. L'entreprise périclite. Sur les cendres de l'Ok Jazz naît alors le « Tout Puissant Ok Jazz ». C'est un nouveau départ.

Un succès gigantesque

Des chansons comme « Matinda », « Course au pouvoir », « Chicotte » achèvent de placer définitivement l'Ok Jazz sur un véritable nuage. Les chanteurs Vicky Longomba, Kwamy, Mujos ou le guitariste Simaro Lutumba sont à la base de ce succès. Franco est désormais un personnage de premier plan. Avec le temps, sa popularité aidant, il devient même l'un des propagandistes les plus zélés du régime de Mobutu Sese Seko, dont il chante les mérites, réels ou imaginaires. En 1978, à la surprise générale, le roi de la rumba tombe de son piédestal. Kengo wa Dongo, alors procureur général de la République, l'accuse de corrompre les mœurs avec des chansons libertines et l'envoie en prison. Président de l'Union des musiciens zaïrois, Franco aurait contribué à la chute des musiciens dont le succès le gênait. Dans les années 80, il s'installe en Europe d'où il reconquiert l'Afrique avec « Mario », son plus grand tube. Victime d'une longue et pénible maladie, le chanteur perd lentement sa masse impressionnante. Et c'est un Luambo aux portes de la mort qui donne son dernier concert à Amsterdam le 22 septembre 1989. Le 12 octobre suivant, le «Grand Maître», comme on l'appelait, meurt à Namur, en Belgique. Cinq jours plus tard, Kinshasa lui rend un dernier hommage.

Aimé Raymond Nzango

L'ACAP SALUE LA MÉMOIRE DU GENERAL GIAP

Le siège de l'Association Congolaise d'Amitié avec les Peuples (ACAP) a abrité le 16 octobre dernier le meeting de solidarité avec le peuple vietnamien à la suite du décès du Général Vo Nguyen Giap. Au cours de ce meeting, le président de l'association Vital Balla et ses illustres invités au nombre desquels Claude Ernest Ndalla, Conseiller spécial du Chef de l'Etat ont tenu à saluer particulièrement la mémoire du disparu. Le général Giap est unanimement reconnu pour le rôle décisif qu'il a joué pendant la guerre de libération de son pays.

Le meeting a été ponctué par des témoignages émouvants sur l'action du général Giap pendant la lutte du peuple vietnamien contre le colonialisme français et l'impérialisme américain. Le président de l'Acap, Vital Balla a circonscrit l'événement en soulignant qu'à cette rencontre, il est question non de se lamenter sur la perte de l'illustre disparu, mais de rendre hommage à un grand homme, ce vainqueur de la bataille de Diên Biên Phu en 1954, qui a marqué l'histoire de la libération des peuples opprimés contre le colonialisme. Par la suite, les participants ont suivi avec grand intérêt le témoignage de Claude Ernest Ndalla qui a eu le rare privilège de discuter avec ce général mythique du vivant de ce dernier. Le Conseiller du Chef de l'Etat, faut-il le rappeler, fût le premier ambassadeur originaire de l'Afrique noire au Vietnam. C'est dire s'il connaissait très bien celui qui est considéré à côté de Hô Chi Minh comme des héros de la lutte de libération et d'indépendance de leur pays.

Le Général Vo Nguyen Giap

Sa réputation non seulement a gagné tous les continents, mais surtout a servi d'exemple à des pays qui se trouvaient dans des situations similaires, autrement dit des pays en butte au colonialisme. En somme, il y a fait des émules. L'émergence des grandes figures de la lutte anticoloniale sur le continent africain à l'instar d'Agostinho Neto ou Samora Machel le doit en partie à cet exemple vietnamien. Dans son message lu à cette occasion, l'Association des Communautés Etrangères au Congo a en effet mis en exergue cette contribution de la lutte du peuple vietnamien à celle des peuples africains. Le général Giap, est-il écrit dans son message, a inspiré par sa bravoure tant d'autres combattants en Afrique et dans le monde. Pour le président Raul Castro de Cuba, son pays se souviendra toujours du général Giap avec admiration et respect et les forces armées révolutionnaires de son estimable contribution à la doctrine militaire cubaine. Des messages en provenance de pratiquement tous les continents et lus au meeting de l'Acap ont souligné cette influence dans la lutte des peuples opprimés du monde. Certains autres ont mis en relief les valeurs que ce grand militant de la cause des peuples asservis a défendues. Il en est ainsi du message de Laurent Fabius, le ministre français des affaires étrangères qui a reconnu en Giap « un grand patriote vietnamien, aimé et respecté par tout son peuple pour le rôle éminent et fondateur qu'il a joué pour l'indépendance de son pays ».

A la fin du meeting, les participants ont été unanimes pour reconnaitre que ce dernier leur a permis de revivre la chaleur qui prévalait à l'époque des luttes de libération.

L.L.

Fédération Congolaise de Football (Fécofoot)

A QUAND LA DÉSIGNATION D'UN NOUVEL ENTRAÎNEUR-SÉLECTIONNEUR POUR LES DIABLES-ROUGES ?

Lentement mais sûrement le temps s'écoule et inévitablement les incontournables échéances internationales approchent. A compter de ce jour, plus que soixante quatorze jours nous séparent du coup d'envoi de la 3ème édition du C.H.A.N. Mais les Diables-Rouges sont toujours sans entraîneur-sélectionneur.

Le Congo, dans le domaine du sport, a toujours beaucoup de mal à faire proprement les choses. C'est pourtant un secteur qui a des exigences impitoyables car là ce sont seulement les résultats qui parlent. Et ceux-ci, pour qu'ils soient positifs, il y a toujours nécessité de réunir des conditions idoines. La première serait de se doter d'un entraîneur-sélectionneur comme envisagé depuis un bon moment par les différentes instances dirigeantes. On sait qu'après l'appel à candidature, trente un dossiers sont parvenus à la fédération congolaise de football. On sait aussi qu'une présélection a déjà été opérée et que trois noms ont été soumis à qui de droit en vue de la désignation d'un entraîneur-sélectionneur pour les Diables-Rouges.

Il sied de saluer au passage cette façon nouvelle de faire du moment où, par le passé, quelques uns de nos compatriotes se faisaient un malin plaisir de faire recruter des expatriés dont ils ponctionnaient les salaires en accord avec ces derniers. Question de renvoyer l'ascenseur à ceux qui ont favorisé leur recrutement. Le problème, dans la situation actuelle, c'est qu'on perd énormément de temps pour trancher entre trois français à savoir Patrice Neveu, Pierre Lechantre et Henri Depireux.

Une affaire d'inspiration et sans doute de chance aussi

Evidemment, un choix n'est jamais facile. Mais plus le temps passe, plus la situation se complique pour l'équipe nationale dont l'organisation et la préparation seront sérieusement compromis. On retomberait inévita-blement dans les travers qui font la différence entre le professionnalisme et l'amateurisme. On sait qu'en Afrique les dirigeants sportifs s'accrochent au cafouillage, à la débrouillardise et à l'improvisation. Il y a donc l'incapacité avérée à fonctionner sur un programme d'action et à prendre ou à tenir des engagements majeurs face aux attentes générales. Il se dégage presque toujours comme une impression d'un travail fait au brouillon et jamais mis au propre. C'est ainsi que le fossé se fait toujours grand entre ce qui se dit et ce qui se fait concrètement sur le terrain. Voilà qui a l'art de gêner considérablement le travail des techniciens expatriés. Allusion faite à ces hommes compétents qui n'ont pour soucis que d'enrichir leur palmarès et non ces chasseurs de primes qui n'ont pour eux que de beaux discours. C'est ainsi qu'en choisissant de recruter en Europe, le premier devoir est de se soumettre aux exigences de l'entraîneur-sélectionneur.

Il s'agit ni plus ni moins de mettre à sa disposition les moyens de sa politique afin qu'il soit seul responsable des résultats. On sait qu'aucun des trois noms présélectionnés n'a encore réussi un haut fait de gloire en Afrique. Mais cela peut bien arriver avec le Congo. Car ils ont la chance, tous les trois, d'avoir une parfaite connaissance du continent noir. Ils peuvent donc s'adapter à toutes les situations. Claude Leroy au Cameroun, Hervé Renard en Zambie et bien d'autres ailleurs étaient venus comme eux. C'est seulement après avoir conquis le prestigieux trophée continental qu'ils se sont faits chacun un nom en Afrique. Tout dépend des conditions de travail et sûrement aussi de la compétence du technicien.

Nécessité de diligenter la nomination de l'entraîneur-sélectionneur

Le retard est déjà là et il est énorme. Voilà pourquoi il ne servira à rien de demander au nouveau coach de gagner notamment au tournoi de la Cemac au Gabon en décembre prochain. Car, voyez-vous, le championnat national tire vers sa fin. Il ne reste que six journées et quelques matches remis. Le technicien expatrié n'aura donc pas eu le temps de suivre les joueurs. Il devra forcément se contenter de faire confiance au travail effectué par ses collègues locaux. Ce qui n'est pas tout à fait la même vision. Nous savons tous que nos propres compatriotes, entraîneurs bien sûr, brillent souvent par la complaisance en sélectionnant parfois parents, amis et connaissances.

Il arrive que la sélection se fasse moyennant dessous de table. C'est tout cela qui pousse les décideurs à lorgner vers l'étranger. Mais dans la situation actuelle, il n'est plus question de croire que le temps peut attendre. Il vaut mieux essayer de sauver l'essentiel. Ce qui sous-entend qu'il n'y a plus de temps à perdre. Car le football congolais, malgré les éliminations en ligue des champions et en coupe du monde, vit actuellement une espèce d'embellie. Il ne s'agit pas de s'en satisfaire mais de créer les conditions susceptibles d'améliorer davantage la situation. On apprend seulement que des réunions sur le sujet se tiennent. Un nom aurait même déjà été retenu par les deux partis. mais cela doit rester secret car l'intéressé doit avant tout rencontrer le ministre de tutelle avant publication officielle. Quel mystère !

Georges Engouma

LE PATRIOTE
Siège: 106 bis, Rue Ewo - Ouenzé
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE DU 25 MARS 2010

Directeur Général : Patrick YANDZA
Directeur de la Publication : Guy MOUKOZA
Secrétaire Général de Rédaction: Bertin EKANI
Rewriter : Aimé Raymond NZANGO
Equipe rédactionnelle : Laurent LEPOSSI, Dieudonné BEKAS, Georges ENGOUMA, Etienne Pèrez, Gulit NGOU, Roger PAO, Dominique MALELA, Ernest OTSOUANGA
Relationniste : Anderson de MBALOÉ,
Mise en pages YENGO MALANDA
Impression Imprimerie Saint Paul (ISP)

Eliminatoires C.M de football 2014

CHAUDS, CHAUDS, LES BARRAGES EN EUROPE

A l'heure qu'il est, le vieux continent a déjà livré neuf de ses treize représentants à la prochaine coupe du monde de football. Il s'agit de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Belgique, de la Bosnie Herzegovine, de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-bas, de la Russie et de la Suisse. Les quatre autres ne seront connus que le 19 novembre prochain au terme de la manche-retour des barrages dont le tirage au sort a été effectué lundi dernier.

Ce tirage concernait huit des neuf équipes occupant chacune la deuxième place dans chaque groupe. Il s'agissait précisément de la Croatie (A), de la Suède (C), de la Roumanie (D), de l'Islande (E), du Portugal (F), de la Grèce (G), de l'Ukraine (H) et de la France (I). Le deuxième du groupe B (Danemark) ayant été devancé par tous les autres deuxièmes au nombre de points a purement et simplement été éliminé. Ainsi, compte tenu des performances, il a été dégagé quatre têtes de série à savoir le Portugal, l'Ukraine, la Croatie et la Grèce. La main innocente a finalement proposé comme menu : Islande-Croatie, Grèce-Roumanie, Ukraine-France et Portugal-Suède. La manche-aller aura lieu le 15 novembre et le retour quatre jours plus-tard.

Portugal-Suède, un choc de géants

Quoiqu'il en soit, une grosse figure du football de ces dernières années ne disputera pas la coupe du monde en juin prochain au Brésil. Cristiano Ronaldo est le leader incontestable et incontesté de l'équipe du Portugal. Sur lui pèsent de très lourdes responsabilités. Il sait qu'après avoir été barré par la Russie de Fabio Capello pour la première place du groupe F et aussi à cause du match-nul (1-1) à domicile devant Israël, il se doit de réagir et de montrer toute autre chose. Car le prochain ballon d'or passe peut-être par là. Mais, en face, il y a un certain Zlatan Ibrahimovic, un téméraire qui ne renonce jamais. Son absence a lourdement pesé dans la défaite à domicile de la Suède devant l'Allemagne (3-5). Aussi, cette double confrontation avec le Portugal il voudra sûrement en faire son affaire.
Voilà pourquoi on peut s'attendre à de belles étincelles. Grèce-Roumanie n'est pas sans réveiller de vieux souvenirs. Car en 1969 les deux équipes s'étaient déjà retrouvées dans une situation identique. La Grèce de Domazos avait posé d'énormes problèmes à la Roumanie de Niculae Dobrin. La Roumanie était parvenue à s'offrir le ticket gagnant. Mais, depuis, la Grèce a pu monter sur le toit de l'Europe et jouit désormais d'une solide réputation. Pendant ces éliminatoires de la C.M 2014, elle n'a été devancée par la Bosnie Herzegovine qu'à la différence des buts. C'est dire que, désormais, elle constitue un sérieux client pour tout adversaire. La Roumanie a, peut-être, perdu son génie des Carpates, en l'occurrence Gheorghe Hagi, emporté par le poids de l'âge. Mais ses héritiers ont bataillé fermement pour laisser derrière eux de belles équipes comme la Turquie et la Hongrie. Alors Grèce-Roumanie promet d'être une rude empoignade.

C'est plutôt Islande-Croatie qui a les allures d'un combat entre David et Goliath. Bien sûr, l'Islande a devancé au classement du groupe E de respectables formations comme la Norvège, la Slovénie et l'Albanie. Mais c'est pour la première fois qu'elle aspire participer à la grande fête universelle de football. Elle dispose sans doute de talents incontestables mais l'expérience ne va-t-elle pas lui manquer ? En tout cas une qualification de l'Islande ne sera pas loin de provoquer un tremblement de terre.

Enfin, on vivra aussi Ukraine-France où bon nombre d'observateurs semblent déjà faire pencher la balance du côté des « bleus ». Ils s'appuient sur le fait que la France, jusque-là, n'a jamais perdu devant cette équipe. Mais, attention, toute chose a un début et une fin. C'est vrai que l'équipe de France vient d'aligner trois succès probants d'affilée contre la Biélorussie (4-2), l'Australie (6-0) et la Finlande (3-0). Il y a, cependant, une grave polémique qui vient de naître autour d'Evra. Cela peut bien perturber le milieu et replonger l'équipe de France dans ses travers. Dans tous les cas, il n'est jamais bon d'aborder ce type de rencontres en baignant dans un excès de confiance.

G.E.

LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS TUE !

« Les femmes peuvent l'éviter »

Du 04 Novembre
Au Décembre 2013

à Brazzaville

DÉPISTAGE GRATUIT

Sous le haut patronage de l'honorable
Denis Christel Sassou Nguesso, député d'Oyo
en partenariat avec

SOLIDARITE CANCER

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION

LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS TUE !

« Mieux vaut prévenir que guérir »

Du 14 Novembre
Au Décembre 2013

à Oyo

VACCINATION GRATUITE
CHEZ LA FILLE DE 9 À 13 ANS

Sous le haut patronage de l'honorable
Denis Christel Sassou Nguesso, député d'Oyo
en partenariat avec

SOLIDARITE CANCER

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION